

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC
DIVISION N° : 01 - Montréal
COUR N° : 500-11-038010-092
DOSSIER N° : 41-1296174
BUREAU N° : 906531-1000001

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE LA
FAILLITE DE :**

6552757 CANADA INC. (faisant affaire sous le nom de S.R. Telecom), compagnie légalement constituée ayant son siège social et son principal établissement commercial au 800, Place Victoria, bureau 3700, Montréal, QC H4Z 1E9
Faillie

– et –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable désigné),
ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau
3000, Montréal, Québec H3B 4T9

Syndic

AVIS AUX EMPLOYÉS

AVIS est donné que 6552757 Canada Inc. est réputée avoir fait une cession le 25^e jour de juin 2010 et la soussignée, SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC., a été nommée syndic de l'actif de la faillie par le séquestre officiel.

Conformément à l'alinéa 21 d) de la *Loi sur le programme de protection des salariés* (« LPPS »), une loi établissant un programme prévoyant le versement de prestations aux titulaires de créances salariales sur un employeur qui est en faillite, le syndic vous avise par la présente de l'existence de ce programme. Si vous avez des questions se rapportant au Programme de protection des salariés, veuillez téléphoner aux numéros suivants :

Sans frais : 1 866 683-6516

ATME sans frais (malentendant) : 1 800 926-9105

Pour tout autre renseignement, et notamment un formulaire de demande de prestations en vertu du Programme de protection des salariés établi par le Gouvernement du Canada, veuillez consulter le site web suivant :

<http://www.servicecanada.gc.ca/fr/sc/pps/index.shtml>

Une copie du formulaire vous sera transmise sur demande.

.../2

AVIS AUX EMPLOYÉS

Page 2

Le syndic vous avise que, conformément au Règlement sur le Programme de protection des salariés, vous êtes tenu de déposer la preuve de réclamation ci-jointe selon les dispositions de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* pour tout salaire dû en date de la faillite. Si nous avons déjà reçu une preuve de réclamation dans le cadre de la proposition, celle-ci reste valide pour la faillite et vous n'avez pas à envoyer une nouvelle preuve. Cependant, si les montants réclamés ne sont pas les mêmes, veuillez produire une nouvelle preuve avec le document ci-joint.

Si vous estimez avoir des salaires admissibles au Programme de protection des salariés qui n'ont pas été payés par le syndic, vous pouvez déposer une demande auprès du ministre qui décidera de votre admissibilité selon la loi en vigueur.

Vous recevrez sous peu une copie de tout document transmis par le syndic à Ressources humaines et Développement social Canada conformément au Programme de protection des salariés relativement à votre réclamation de salaires.

FAIT À MONTRÉAL, ce 30^e jour de juin 2010.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
Syndic

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

PREUVE DE RÉCLAMATION

(article 50.1, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2) et 128(1) et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

dans l'affaire de la faillite de
6552757 Canada Inc.
(faisant affaire sous S.R. Telecom)

de Montréal, province de Québec et de la réclamation de _____, créancier.
JE, _____ (nom du créancier ou du représentant) de _____ (ville et province)

CERTIFIE CE QUI SUIT :

1. Je suis le créancier de la débitrice susnommé (ou je suis) _____ (poste ou fonction)
de _____ (nom du créancier).

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :

Téléphone : _____ Télécopieur : _____ Courriel : _____

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par la présente formule.
3. La débitrice était, à la date de la faillite, soit le 25 juin 2010, endettée envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit ou la déclaration solennelle) ci-annexé et désigné « Annexe A », après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle la débitrice a droit. (L'état de compte ou l'affidavit ou la déclaration solennelle annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)
4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises)
- () A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$
(Autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi).
En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir de la débitrice à titre de garantie et (Cochez ce qui s'applique) :
() Pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. (Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.)
() Pour le montant de _____ \$, je ne revendique pas de droit à un rang prioritaire.
- () B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE _____ \$
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)
- () C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$
En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs de la débitrice, à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.)
- () D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE _____ \$
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$.
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)
- () E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE _____ \$
() J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi (faillite) au montant de _____ \$.
() J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi (séquestre) au montant de _____ \$.
- () F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE _____ \$
() J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi (faillite) au montant de _____ \$.
() J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi (séquestre) au montant de _____ \$.

() G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE _____ \$
(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs.)
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

() H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE _____ \$
J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou je ne suis pas lié) (ou le créancier susnommé est lié) (ou le créancier susnommé n'est pas lié) à la débitrice selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou je n'ai pas) (ou le créancier susnommé a) (ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec la débitrice. (Biffez les choix ne correspondant pas à votre situation.)

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus de la débitrice, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et la débitrice sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi. (Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique.)

() Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

FAIT À _____, ce _____^e jour de _____ 2_____.

(signature et nom du témoin)

(signature du créancier qui est une personne physique)

– ou –

(nom du créancier qui est une personne morale)

(signature et nom du témoin)

(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

REMARQUES : Si un affidavit ou une déclaration solennelle est joint à la présente formule, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits ou des déclarations solennelles.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

AVERTISSEMENTS : Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

PROCURATION GÉNÉRALE

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE : 6552757 Canada inc. (faisant affaire sous S.R. Telecom), faillie

Je (ou nous), _____ (nom du créancier ou du représentant), de _____ (ville et province),
créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme _____

de _____ mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

FAIT À _____, ce _____^e jour de _____ 2_____.

(signature et nom du témoin)

(signature du créancier qui est une personne physique)

– ou –

(nom du créancier qui est une personne morale)

(signature et nom du témoin)

(signature, nom et poste ou fonction du représentant)